LETTRE DU CALED 35 - N°6

La CGT, hier comme aujourd'hui, résolument antifasciste !

LE CALED C'EST QUOI ?

Le Collectif Antifasciste de Lutte contre l'Extrême Droite c'est un collectif de syndiqué-e-s de l'Union Départementale d'Ille-et-Vilaine, qui a pour but de lutter contre l'extrême-droite sous toutes ses formes, dans les syndicats, sur les lieux de travail, et dans la société en général. Les réunions mensuelles du CALED sont ouvertes à tous les syndicats et ses membres sont disponibles pour intervenir à propos de l'extrême-droite dans vos réunions syndicales !

L'Edito de mars 2026

LE BRUIT DES BOTTES À LYON

Avec la mort de Quentin Deranque, militant néo-fasciste, qui gravitait autour de nombreuses organisations d'ultra-droite, voire néonazies, les loups sortent du bois. Le samedi 21 février à Lyon, ont défilé avec la complaisance de la préfecture, plusieurs milliers de personnes, parmi lesquelles on a trouvé en nombre des groupes et militants fascistes qui s'en sont donnés à coeur joie, à coups de saluts nazis, d'injures racistes et homophobes (des enquêtes sont d'ailleurs en cours).
Nous ne reviendrons pas sur les violences qui ont entraîné la mort de Quentin, que la CGT condamne, et nous attendons les résultats de l'enquête. **Mais nous ne baisserons pas la tête, et nous tenons à remettre les choses à leur place et à rappeler que l'extrême-droite constitue un danger mortel pour les travailleur-euses, pour les personnes non-blanches et les personnes LGBTI**. Nous en avons encore eu l'illustration samedi 21 février, avec la **menace d'attaque à la bombe revendiquée par des militants d'extrême-droite, et ciblant les locaux de nos camarades de la CGT Ville de Lyon**, dont nous publions le communiqué de presse.

"Les locaux de la CGT Ville de Lyon ciblés par une menace d'attaque à la bombe revendiquée par des individus d'extrême droite.

Ce samedi 21 février, les locaux de la CGT ville de Lyon ont fait l'objet d'une menace d'attaque à la bombe revendiquée par des individus se réclamant de l'extrême droite. Dans un mail adressé samedi matin aux mairies d'arrondissement, ***des militants fascistes ont informé qu'ils avait pu pénétrer dans notre local syndical pour y placer des engins explosifs afin de nous "tuer" , nous "les sales rouges et autres nègres"*** *. Cet acte grave s'inscrit dans un climat d'intimidations et de violences visant les organisations syndicales et plus largement l'ensemble des structures engagées dans la défense des droits sociaux et des libertés démocratiques.*

Les autorités compétentes ont été immédiatement saisies, notre organisation porte plainte.

Face aux tentatives de déstabilisation, notre organisation syndicale réaffirme sa détermination. ***Les menaces quelles qu'elles soient, ne feront pas taire celles et ceux qui défendent la justice sociale, l'égalité et la solidarité entre tous les travailleurs. Au contraire, elles renforcent notre conviction de la nécessité d'un syndicalisme fort, profondément antiraciste et inlassablement antifasciste.***

L'extrême droite est notre ennemi mortel. Ceux qui souhaitent aujourd'hui notre mort sont les héritiers de ceux qui voulaient voir s'éteindre la République en 1934, et qui se sont empressé de collaborer en 1940. Depuis 1986, au moins 53 personnes ont trouvé la mort à cause des violences de l'extrême droite. Des meurtres qui visent les militants et les individus qui ne correspondent pas à leur vision fantasmée et réactionnaire de la France.
Nous appelons l'ensemble des organisations syndicales, des forces de progrès et des citoyens à rester vigilants et à combattre la banalisation des discours de haine.

Rappelons-le : l'extrême droite tue."

Toutes dans la rue, le 8 mars pour défendre nos droits face à la réaction !

En ce début d'année, **un rapport de l'Insee montre que pour la première fois depuis 1945, le solde naturel** (le nombre de naissances par rapport au nombre de décès) **de la France est négatif.** En 15 ans, le nombre de naissances a baissé de près de 24 %. Entre les annonces du gouvernement avec « le réarmement démographique », l'envoi de lettres d'incitation à procréer aux français-es de 29 ans, la pression à faire des enfants se fait sentir, en particulier envers les jeunes femmes.

Si nous parlons de cette question aujourd'hui, en lien avec la Journée internationale des droits des femmes (le 8 mars), c'est parce qu'il y a là un véritable enjeu féministe et syndicaliste. D'une part, on assiste là à la même vieille rengaine conservatrice qui considère les corps des femmes comme des machines à produire des travailleurs-euses, ou des soldats-es, sans penser à l'émancipation, à la liberté de disposer de son corps comme on l'entend, de faire ou de ne pas faire d'enfants. D'autre part, et le rapport du groupe Horizons l'a bien montré, les français-es souhaitent toujours avoir plusieurs enfants, mais ce sont les conditions matérielles qui les dissuadent : précarité économique, accès au logement, à la santé, aux crèches, un congé parentalité toujours trop court … **Face à ce constat, l'extrême-droite a choisi son camp : la préférence nationale, et donc à retirer toujours plus de droits aux parents (et aux enfants!) qui ne sont pas français. Si il n'y en a pas assez pour tout le monde alors il faut diviser et hiérarchiser.**

Face à ce projet raciste et anti-travailleurs-euses en général, nous militons pour un accès à une parentalité librement choisie pour toutes et tous, et qui ne soit pas freinée par des contraintes matérielles. Nous défendons le droit à l'emploi, aux droits parentaux, aux services publics de santé, de la petite enfance, au logement et le droit des travailleurs-euses à s'organiser et à lutter pour leurs vies. **C'est une politique féministe car nous considérons que le bien-être des enfants est l'affaire de tous et pas exclusivement de leurs mères sur qui pèse la charge domestique encore aujourd'hui.**

RENDEZ VOUS LE DIMANCHE 8 MARS A 15 HEURES AU MAIL FRANCOIS MITTERAND A RENNES !

LETTRE DU CALED 35

La CGT, hier comme aujourd'hui, résolument antifasciste !

Pas une voix pour l'Extrême-droite aux Municipales !

Souvent on entend dire "on a jamais essayé le RN". Si cela est déjà faux au niveau national (voir nos articles sur l'histoire de l'extrême-droite en France), cela est aussi faux au niveau local : **la dizaine de villes tenues par des maires d'extrême-droite depuis 2014 nous permet de dresser un bilan des pratiques mises en œuvre dans ces territoires.**
Ainsi, les premiers concernés par les politiques anti-sociales menées par ces mairies sont les travailleurs des collectivités. **Par exemple à Béziers, il y a eu 300 suppressions de postes (sur 1 600 agents) en 10 ans tandis qu'à Hénin Beaumont, le maire RN Steeve Briois multiplie les procédures disciplinaires à l'encontre des syndicalistes dès lors que ces derniers font valoir leurs droits les plus élémentaires.** Dans toutes les mairies, on constate une pression et un harcèlement constant de ceux qui veulent lutter comme à Beaucaire (Gard) où il n'y a plus de représentants du personnel depuis 2018.

Du côté des habitants de ces villes, le constat est tout aussi alarmant. Les listes d'extrême-droite ont des programmes de rigueur budgétaire et de lutte contre l'insécurité qui nuisent en réalité à la vie quotidienne de tous les citoyens. **La qualité des services publics est dégradée comme à Bollène (Vaucluse) (ville tenue par la Ligue du Sud entre 2008 et 2020) où le nombre d'ATSEM a été divisé par deux.** Pendant ce temps, le nombre de policiers municipaux explose dans ces villes, par exemple à Béziers où il est passé de 30 en 2010 à 110 en 2023 faisant simplement augmenter le nombre de violences policières sans qu'aucune amélioration n'ait eu lieu sur la réduction de la délinquance. L'extrême-droite ne s'intéresse jamais aux causes de cette délinquance (misère, chômage).

Face à cela, le rôle de la CGT est double : informer sur la réalité des politiques d'extrême-droite lorsqu'elle sont appliquées et participer à toutes les luttes telles que celles des agents du centre culturel de l'Escapade à Hénin-Beaumont qui se sont mis en grève l'année passée pour protester contre la mise sous tutelle de ce lieu par le maire RN Steeve Briois.
Pour aller plus loin sur le sujet, nous recommandons la lecture de l'ouvrage de VISA consacré aux Muncipales 2026 'Lutter pour battre l'extrême-droite - Stop aux mairies brunes' ainsi que le documentaire 'Béziers, l'envers du décor' que le CALED essayera de projeter dans les mois à venir !

Arno Klarsfeld, nouvelle coqueluche de l'extrême-droite

Arno Klarsfeld est le fils de Serge et Beate Klarsfeld qui furent jadis, des chasseurs de nazis et militants en mémoire de la Shoah, et ce bien avant de basculer dans le soutien plus récent au RN. Le fils a hélas copié les parents de la dernière période et de la pire façon, comme théoricien de la rafle.
En effet, **le 24 janvier 2026, sur le plateau de la chaîne CNews, Arno Klarsfeld a appelé à organiser « des rafles un peu partout en France » pour « se débarrasser des OQTF », citant en exemple la police de l'immigration américaine (ICE).**

De tels propos violents engagent notre société sur la voie de la fascisation. **Le fait de parler d'« OQTF » atteste d'un processus de déshumanisation des personnes qui subissent une mesure administrative** d'OQTF. Rappelons que les personnes qui sont sous le coup d'une procédure d'expulsion du territoire français ne sont pas comme la propagande d'extrême-droite l'avance, des criminels en puissance. **Ce sont bien souvent des personnes vivant et travaillant en France, parfois avec leur famille, et dont la situation administrative est irrégulière aux yeux de l'État.** Là dessus, il faut rappeler que les dernières mesures gouvernementales en projet, visent à rendre impossible la vie des personnes frappées par une mesure d'OQTF, via une restriction drastique des voies de recours, un allongement du délai de rétention administrative, un harcèlement administratif...

Pour bien se rendre compte de la gravité de la situation, **revenons rapidement sur un cas récent : Fajson Salih**, père de famille albanais, vivant dans le Jura, travaillant comme chef d'équipe dans une entreprise de BTP du secteur, et frappé par une mesure d'OQTF, s'est rendu comme chaque semaine, à la gendarmerie pour un contrôle. Sauf que le samedi 21 février il n'a pas pu repartir de la gendarmerie, et a été expulsé le lundi suivant. Il laisse sa famille derrière lui.

A la CGT nous sommes internationalistes : nous combattons les mesures droitières racistes du gouvernement en matière d'immigration, car la classe des travailleurs-euses n'a pas de frontières.

ON BOSSE ICI, ON VIT ICI, ON RESTE ICI !

Les actus du CALED

La prochaine réunion du CALED aura lieu le jeudi 19 mars à 19h à l'Union départementale, venez nombreux-ses pour participer à l'écriture de la prochaine lettre et pour échanger sur la lutte contre l'extrême-droite !

Nous avons aussi une **nouvelle adresse mail : caled35@cgt35.fr**, n'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez faire des remarques, ou que nous venions faire des interventions lors de vos réunions syndicales !